

DEVENIR HUMAINITAIRE

Thomas FOUQUET (dir.)

Transition humanitaire au Sénégal



Édition bilingue / Bilingual edition

KARTHALA

Le premier volume de la collection « Devenir humanitaire » est consacré à la *Transition humanitaire au Sénégal*. Il est le fruit de la rencontre d'universitaires, d'acteurs non gouvernementaux et d'institutionnels, réunis à Dakar les 5 et 6 novembre 2014 par le Fonds Croix-Rouge française pour débattre collectivement de leurs pratiques, des principes qui les sous-tendent et des enjeux plus larges qui se rapportent à l'humanitaire.

La première partie de l'ouvrage propose de « penser le tissu humanitaire sénégalais (et au-delà), de la recherche à l'action ». Un panorama général des évolutions de l'aide au Sénégal est dressé, sous l'angle notamment des rapports entre « société civile » et État, puis sont examinées les possibilités et modalités concrètes d'une recherche au service d'un humanitaire en transition. La seconde partie s'intéresse aux interactions entre valeurs (culturelles, morales, citoyennes, etc.) et interventions sociales et humanitaires.

Soulignant la nécessité de prendre en compte les « visions du monde » des individus et/ou populations destinataires de l'aide, les auteurs contribuent à la réflexion sur le sens de l'humanitaire et sur ce qui peut accompagner ses transformations contemporaines.

Thomas Fouquet est chargé de recherche au CNRS (Institut des mondes africains, UMR 8171) et a été responsable scientifique au Fonds Croix-Rouge française.

Édition bilingue / Bilingual edition

DEVENIR HUMANITAIRE

Une collection

FONDS
croix-rouge française



SOUS LA DIRECTION DE

Thomas Fouquet

Transition humanitaire au Sénégal

Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

KARTHALA sur internet:
www.karthala.com
(paiement sécurisé)

© Éditions Karthala, 2016
ISBN : 978-2-8111-1546-3

FONDS croix-rouge française



Devenir Humanitaire est une collection dirigée par le Fonds Croix-Rouge française. Elle rassemble des ouvrages publiés annuellement, basés sur les séminaires organisés par le Fonds dans ses pays prioritaires de recherche. Chaque numéro de la collection est composé d'articles rédigés par des académiques, des responsables d'ONG et des institutionnels, qui s'emploient à décrire et analyser le contexte humanitaire national, ses évolutions et ses enjeux. *Devenir Humanitaire* croise ainsi perspectives et expériences pour faire dialoguer recherche et action dans la solidarité internationale.

PRÉFACE

Le séminaire de Dakar, une rencontre entre savoir et savoir-faire

Abdou Aziz DIALLO,
président de la Croix-Rouge sénégalaise

« Lo doonul talibeem, mënulo doone serignam. »
On ne peut devenir maître d'une chose que l'on n'a pas
étudiée.

Je dirai que le séminaire a tout d'abord été une rencontre ; rencontre du savoir et du savoir-faire. Rencontre car nous avons su convier des chercheurs, académiques, qui ont eu une certaine responsabilité dans l'analyse de l'action humanitaire et de ses rouages, telle qu'elle se fait au Sénégal et comme ils l'ont pratiquée ailleurs. Mais une rencontre qui s'est déroulée dans un environnement humanitaire en proie à de nombreux fléaux : catastrophes naturelles d'envergures jamais égalées, épidémies meurtrières, dégradation des conditions, pauvreté qui s'éternise. Face à ce tableau noir et pessimiste, il apparaît plus que nécessaire de se saisir de ces questions et d'y apporter notre concours. Ce sont là autant de défis soumis à nos réflexions communes. Ainsi, entamer des réflexions sur la transition humanitaire et l'éthique est une initiative fort à propos. De telles réflexions demeurent encore plus opportunes, dans un monde qui cherche à apporter des réponses efficaces à des crises chroniques voire endémiques.

Si la solution à ces calamités relève des pouvoirs publics, et de leur intervention, elle implique la présence d'organisations non-gouvernementales et pose par la même occasion la question de leur existence dans l'univers humanitaire, leur autonomie, leur capacité en ressources humaines, en ressources financières, leurs relations à la fois avec les gouvernants et avec la communauté des bailleurs, et surtout et davantage avec les populations bénéficiaires. Autant de défis qui interpellent toutes les consciences, particulièrement les penseurs qui ont pris la liberté de s'impliquer dans les actions humanitaires et leur imposent de participer à toutes les réflexions dans ce domaine si profondément social, pour ne pas dire si profondément humain. Pour paraphraser un grand écrivain : « Rien de ce qui est humain ne m'est étranger ».

Face à de tels constats, ce séminaire interactif sur le thème : « Transition humanitaire et réflexions éthiques, quels regards et quelles perspectives » nous a offert, dans notre engagement au service de l'humanitaire et dans l'accomplissement de cette mission, l'opportunité de jeter un regard permanent, objectif et inclusif sur l'évolution des défis humanitaires et des besoins pour y faire face. C'est à ces réflexions multiformes et multidimensionnelles à laquelle nous a convié le Fonds Croix-Rouge française.

La Croix-Rouge sénégalaise est fière d'avoir été l'hôte de ces deux jours, durant lesquels d'éminentes personnalités ont cherché, à travers leurs regards critiques, à décortiquer les contours actuels de l'action humanitaire, les défis de tous ordres auxquels les humanitaires doivent faire face, et les bases d'une meilleure maîtrise des actions pour des réponses concrètes et adaptées.

De notre point de vue, le tissu humanitaire sénégalais est dans une situation qui mérite d'être étudiée pour en définir ses contours, ses limites et ses qualités. Nous estimons au-delà des mémoires et des études factuelles que c'est là un terrain de recherche à encourager, à accompagner, qui permettra d'apprécier objectivement l'existence, l'intervention et la pertinence des ONG sénégalaises.

Les sujets de réflexion de ce séminaire nous ont permis de nous enrichir mutuellement en jetant les bases d'échanges sur nos certitudes, mais aussi sur nos doutes, sur nos approches méthodologiques, philosophiques voire économiques en corréla-

tion avec les questions qui s'attachent à l'action humanitaire. En deux jours nous sommes arrivés à la conclusion que la réflexion n'est pas finie, et qu'il est nécessaire de la poursuivre.

Ce sont ces réponses et ces discussions qui nous amènent aujourd'hui à publier ces actes. Dakar, capitale du Pays de la *teranga*, ouvre ses portes pour vous convier à ce banquet du donner et du recevoir.

Introduction

Thomas FOUQUET,
chargé de recherche au CNRS (IMAf)

Le présent volume rassemble plusieurs textes présentés lors du premier séminaire du Fonds Croix-Rouge française, organisé à Dakar les 5-6 novembre 2014 en partenariat avec la Croix-Rouge sénégalaise, l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et avec le soutien de la fondation Véolia.

Le Fonds Croix-Rouge française est un fonds de dotation dédié à la recherche et aux réflexions éthiques dans le champ humanitaire. Créé en 2013 à l'initiative de la Croix-Rouge française, sa mission est de trois ordres principaux : encourager et soutenir la recherche sur l'humanitaire, principalement francophone, afin de cerner au plus près les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en mutation ; analyser et diffuser les informations collectées et les travaux de recherche ; enfin, ouvrir et partager le débat avec l'ensemble des acteurs de l'humanitaire, aussi et surtout au Sud.

Le Fonds accompagne ainsi les chercheurs et/ou les institutions sur les thématiques de la transition humanitaire. Parce que de nombreux pays bénéficiant de l'aide humanitaire traditionnelle manifestent leur volonté de s'autonomiser pour assurer eux-mêmes les actions répondant aux besoins de leurs populations, nous nous attachons notamment à définir les enjeux de ces mutations, à travers la recherche et en concertation avec les acteurs locaux.

C'est dans cet esprit et en poursuivant ces objectifs que le Fonds organise des séminaires dans les pays situés au sein de ses zones prioritaires de recherche, en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes. Ces rencontres réunissent des universitaires,

acteurs non gouvernementaux et institutionnels qui, durant deux jours, partagent leurs expériences et expertises dans une perspective nationale. L'une des ambitions de ces événements est ainsi de favoriser les échanges entre des professionnels qui, pour différentes raisons, n'ont souvent que trop peu d'occasions de se rencontrer et/ou de débattre collectivement de leurs pratiques, des principes éthiques qui les sous-tendent et des enjeux plus larges qui s'y rattachent.

Finalement, en accord avec son ambition de diffusion des connaissances, le Fond s'attache à publier certaines des communications présentées lors de ses séminaires. Le présent ouvrage constitue en ce sens la première pierre d'une collection créée à cet effet, « Devenir humanitaire », dont l'existence a été rendue possible par l'engagement des éditions Karthala.

Le séminaire de Dakar

Les deux journées du séminaire de Dakar « Transition humanitaire et réflexions éthiques au Sénégal », se sont organisées concrètement en cinq tables-rondes thématiques¹.

La première table ronde, intitulée « Réalités et perspectives du tissu humanitaire », a permis de dresser un panorama général du secteur humanitaire au Sénégal, tout en le situant dans une perspective historique.

La deuxième session, « La transition humanitaire en débat », visait à interroger les possibilités et modalités de dépassement de la dichotomie entre intervention d'urgence et intervention durable, ouvrant par là-même une réflexion plus générale sur les nouveaux enjeux qui traversent le champ humanitaire contemporain.

La troisième table ronde, « Leadership, compétences et formation », s'est intéressée aux enjeux liés à la transmission des savoirs au cœur des transformations actuellement à l'œuvre, et singulièrement au capital humain ainsi impliqué.

1. On trouvera ici la brochure complète de la rencontre de Dakar [http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2014/02/FCRF_S%C3%A9mDakarNov14_Programme_BD.pdf].

La quatrième table ronde, « Recherche et humanitaire : les enjeux d'une (ré)conciliation », a permis de questionner les passerelles existantes ou nécessaires entre recherche et intervention, et les modalités concrètes de mise en œuvre de telles collaborations.

Enfin, ce sont les « principes éthiques » et leurs modes d'application dans le champ humanitaire, qui ont été débattus lors de la cinquième et dernière table ronde. Il s'est agi, entre autres, de saisir les possibilités d'adaptation de principes élaborés dans des contextes occidentaux et dans le champ médical, au sein des sociétés des Suds et dans les domaines de l'humanitaire et de l'action sociale².

Organisation de l'ouvrage

Sans avoir la possibilité de publier dans leur intégralité les quelques trente communications présentées lors du séminaire de Dakar et les discussions très denses qui les ont suivies, nous avons pris le parti de sélectionner huit textes qui, chacun à leur façon, disent quelque chose des transformations qui sont au cœur de nos interrogations. Ces contributions sont distribuées en deux grandes parties.

La première partie de l'ouvrage propose de « penser le tissu humanitaire sénégalais (et au-delà) : de la recherche à l'action », sous deux aspects. Abdou Salam Fall, muni d'une double casquette de chercheur en sciences sociales et de militant de la première heure dans les domaines du développement et de l'humanitaire, dresse un panorama général des évolutions de l'aide au Sénégal, sous l'angle notamment des rapports entre « société civile » et État. Sont ensuite examinées les possibilités et modalités concrètes d'une recherche au service d'un humanitaire en transition ; trois regards complémentaires sont pour cela convoqués. Dans un texte de méthodologie critique, Cheikh Gueye revisite la démarche dite de recherche-action, en montrant qu'elle se situe à l'interface de l'investigation empirique et théo-

2. On trouvera ici la captation vidéo *in extenso* de ces différentes sessions [<http://www.fondcrf.org/evenements/les-seminaires/>].

rique d'une part, de l'intervention sociale et politique d'autre part. Virginie Troit, sans se limiter au cas sénégalais, pose quant à elle quelques enjeux importants propres à ces articulations entre recherche et action, sur la base d'exemples tirés de divers contextes africains. Enfin, Jérôme Gérard puise dans sa longue expérience professionnelle au Sénégal pour revisiter de façon à la fois critique et réflexive les catégories « recherche » et « intervention », en proposant – même de façon incidente – d'en considérer la diversité sémantique et pratique.

La seconde partie s'intéresse aux interactions entre valeurs (culturelles, morales, citoyennes, etc.) et interventions sociales et humanitaires. Ben Cislighi, en s'adossant à son expérience au sein de l'ONG Tostan, plaide pour une prise en compte toujours plus forte des « visions du monde » des individus et/ou populations destinataires de l'aide. Jean-François Mattei souligne quant à lui la nécessité d'une réflexion éthique transposée et appliquée au champ humanitaire, afin d'en accompagner les transformations contemporaines. Enfin, Thomas Fouquet s'intéresse aux investissements sociaux et politiques dont les registres de l'humanitaire et du développement font l'objet au Sénégal aujourd'hui, à travers l'exemple du mouvement citoyen *Y en a marre*.

La somme ainsi constituée peut paraître d'abord hétérodoxe et les auteurs eux-mêmes sont issus d'horizons sociaux, géographiques et professionnels très différents. C'est la volonté du Fonds Croix-Rouge française de, précisément, faire dialoguer cette diversité et la mettre au service d'une approche originale et critique de l'humanitaire au Sénégal. Les analyses proposées convergent au demeurant dans la volonté de creuser sous la surface des choses établies, afin de dévoiler certains enjeux sous-jacents.

Le présent ouvrage, nous l'avons dit, n'est qu'une première pierre à un édifice plus pérenne et ambitieux : le deuxième séminaire du Fonds, à Abidjan, sera également suivi d'une publication collective ; il en va de même des rencontres programmées ultérieurement, à Madagascar et dans les Caraïbes. C'est là tout le défi relevé dans le cadre de la collection « Devenir humanitaire » : tenir ensemble la singularité des situations et histoires nationales d'une part, et l'universalité des questions qu'elles soulèvent d'autre part.

PREMIÈRE PARTIE

**PENSER LE TISSU HUMANITAIRE
SÉNÉGALAIS (ET AU-DELÀ):
DE LA RECHERCHE À L'ACTION**

1

Le tissu humanitaire sénégalais en mouvement

Abdou SALAM FALL,
directeur de recherche à l'Ifan-UCAD,
coordinateur du LARTES

Dans un contexte de croissance démographique rapide, avec comme corollaire l'accélération du processus d'urbanisation, l'accentuation de la demande sociale et les mutations dans les relations internationales, les populations font de plus en plus face à des vulnérabilités chroniques au plan économique et social. Ces nouvelles expositions des populations ont modifié la structure de l'action humanitaire qui connaît un profond renouvellement. Pour Pierre de Sénarclens¹, « la problématique humanitaire a envahi, depuis la fin de la guerre froide, le champ de la politique internationale ». Or, la mission traditionnelle de l'humanitaire étant l'intervention d'urgence qui s'exerce au nom de la solidarité et pour les populations vulnérables, les changements qui s'opèrent introduisent un élargissement de l'espace humanitaire et l'émergence de nouveaux acteurs. En effet, les interventions humanitaires ne sont plus l'apanage des seules organisations internationales occidentales. Les acteurs de l'humanitaire des pays traditionnellement bénéficiaires revendiquent de plus en plus des actions sur leur propre sol. Dans ce cadre, le dispositif humanitaire est soumis à une reconfiguration qui se caractérise par une hybridation entre ONG locales et ONG étrangères. Le

1. Pierre de Sénarclens est ancien directeur de la division des droits de l'homme à l'Unesco.

Sénégal est l'un des pays où le paysage humanitaire est riche en initiatives locales.

L'objectif de cette contribution est de participer au débat sur le « tissu humanitaire sénégalais en mouvement ». Il s'agira de traiter, dans une première partie, l'évolution de l'humanitaire au Sénégal. La deuxième partie sera consacrée aux acteurs de l'humanitaire et la dernière porte sur la nécessité de « repenser l'humanitaire »

Évolution de l'humanitaire au Sénégal : Historique, formes et mobiles d'intervention

Le tissu humanitaire sénégalais a connu une évolution considérable depuis la période coloniale et a épousé plusieurs formes d'interventions. Des sociétés de travail (*acteurs internes*) avant les indépendances, la mutation s'est poursuivie avec les interventions d'urgence et l'émergence de nouveaux acteurs épris de valeurs d'entraide et d'assistance humanitaire de personnes ou groupes victimes de catastrophes naturelles, chocs, désastres...

Retracer l'évolution de l'humanitaire, c'est identifier les moments marquants, exceptionnels, ou une intervention autre que celle des parties prenantes aboutissant à soulager les victimes et à réhabiliter partiellement ou totalement leur dignité humaine.

L'humanitaire avant les indépendances

Cette période est marquée par différentes formes d'intervention mais dont le mobile demeure le même : l'assistance aux personnes victimes de désastres ou de catastrophes naturelles. Ces formes d'assistance peuvent être classées en deux types : les interventions internes et les interventions externes.

- Les interventions internes
ou l'humanitaire par des sociétés de travail

Dans les sociétés traditionnelles africaines en général et sénégalaises en particulier, la solidarité a longtemps occupé une

place de choix dans la vie au quotidien des populations. Cette solidarité a pris plusieurs formes même s'il faut signaler que cette période est fortement marquée par le développement des sociétés de travail. En effet, en cas de sinistre, la communauté se mobilise elle-même pour apporter un soutien ou assister ses membres victimes de catastrophes : incendies, inondations, péril acridien, etc.

Elle s'organise sous la forme :

– de sociétés de travail « *mbootaayu ñiy xettali doom adama* »² ;

– de médiateurs sociaux ou « *baay defal yalla* » (marabouts, chefs coutumiers, commerçants), etc.

Les « *baay defal yalla* » (bienfaiteurs, médiateurs), plus fortunés que les autres, servent de recours pour assister les victimes en moyens de transport, habillement, nourriture...

L'exemple d'Aline Sitoé Diatta est une illustration parfaite de cette forme d'assistance interne face à des situations de désastre. C'est ainsi qu'elle a joué un rôle politique et social très important dans un Sénégal sous colonisation française. Ainsi, à la demande des populations, cette prêtresse se servait d'incantations à la pluie pour éradiquer la sécheresse qui restait un frein au développement des communautés³.

- Les interventions externes ou l'humanitaire sous la bannière du secourisme

Les interventions externes sont souvent l'œuvre des administrations publiques, des organisations caritatives ou des « *baay defal yalla* ». Ces interventions portent aussi l'empreinte des organisations telles que le Mouvement Croix-Rouge Internationale (CRI) qui a joué un rôle important dans l'assistance des personnes victimes de catastrophes et de calamités naturelles. Il a été créée en 1863 avec la formation par cinq Genevois, parmi lesquels Henry Dunant, du Comité international de secours aux blessés, qui allait par la suite devenir le Comité international de la Croix-Rouge⁴.

2. Terme wolof pour définir les sociétés de travail.

3. Voir Sarr Fatou (2010)..

4. [www.ifrc.org/fr/vision-et-mission/histoire/].

Ses premières interventions au Sénégal remontent à 1940 avec les bombardements de la ville de Dakar et la pénurie d'eau qui s'en est suivie. Le Mouvement Croix-Rouge a donc joué un rôle considérable dans le ravitaillement en eau de la ville. Il faut aussi signaler l'intervention remarquable des éclaireurs et du scoutisme en général pendant cette période.

La période de l'entre-deux guerres est marquée par des interventions humanitaires de l'administration publique plus fortes par un certain nombre de mécanismes dont le secrétariat à la sécurité alimentaire, les organisations caritatives, les médiateurs... qui ont permis de porter assistance aux personnes vulnérables, victimes de catastrophes ou de calamités naturelles.

Cependant, la création de la Croix-Rouge Sénégalaise remonte à 1962 juste après les indépendances et fut reconnue comme association d'utilité publique l'année suivante par le décret 63.597 du 11 septembre 1963⁵. Elle fonctionne sur la base d'un certain nombre de principes dont la neutralité, l'impartialité et l'indépendance.

En bref, les interventions publiques dans le champ de l'humanitaire se sont renforcées entre les deux guerres du fait de la nécessité de reconstruction à la suite de ces tragédies.

1960-1970 : mise en place de l'État social avec des politiques sociales plus fortes

Cette période est caractérisée par l'État social et l'affaïssement des interventions d'urgence. L'élite des indépendances développe l'État-Nation avec des investissements sur les politiques sociales et les sociétés de développement régional. Cette élite des indépendances essayait de fabriquer cet État-nation avec des investissements importants dans ces politiques sociales : éducation, santé, logement... Ces politiques sociales ont été le plus souvent captées par les classes moyennes ce qui en est une des limites. Dans le domaine de l'habitat, à côté des SICAP⁶ ont été mises en place ce qu'on appelle les parcelles assainies. Mais là aussi ce sont les classes moyennes qui ont pu récupérer les ressources qui étaient destinées aux couches populaires.

5. [<http://www.croix-rouge.sn/croix-rouge-senegalaise.php?article=12>].

6. Société Immobilière du Cap Vert.

L'État du Sénégal choisit de dérouler sa politique sur la base du socialisme à l'« Africaine »⁷. Ce qui se traduit par une intervention directe de l'État sur l'économie et ainsi favorise les politiques sociales.

En somme, les interventions humanitaires, du fait de la solidarité verticale, restent confinées à l'urgence humanitaire.

1970-1980 : Retour des interventions d'urgence : la sécheresse et la crise arachidière

Les années 1970-1980 sont marquées par des sécheresses sans précédent dans la zone sahélienne en général et en particulier au Sénégal. Elles constituent un événement marquant dans l'évolution socio-économique du Sénégal et des interventions humanitaires externes. Cette période est caractérisée par le renouveau des interventions humanitaires dans la mesure où les politiques publiques ont du mal à faire face seules à la sécheresse et à la crise arachidière. Ainsi, les interventions humanitaires deviennent plus accrues pour porter assistance aux populations en détresse. C'est dans ce sens que La Conférence des Nations-Unies sur la désertification à Nairobi en 1977 a largement étudié les solutions à apporter aux sécheresses, notamment le soutien d'urgence aux populations démunies et les mesures de prévention des sécheresses avec des programmes de reboisement et autres.

Sur la même lancée, plusieurs programmes des Nations Unies sont mis en place avec le concours financier du PNUD et de la Banque Mondiale ainsi que de nouvelles institutions au niveau national et régional notamment :

- Le Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), créé le 12 septembre 1973 à la suite de ces grandes sécheresses ;

- Le Club des amis du Sahel, créé à Dakar en 1977.

L'Office Africain pour le Développement et la Coopération (OFADEC) est une organisation non gouvernementale sénégalaise créée en 1976 ; il est actif dans les domaines suivants :

7. [<http://xalimasn.com/le-senegal-du-socialisme-de-senghor-au-liberalisme-social-de-wade/>].

développement rural intégré, protection et assistance aux réfugiés, environnement...

Les catastrophes révèlent plus fortement les espaces libres où des intervenants extérieurs peuvent forger leur identité ou leur valeur ajoutée. Les crises ont donc leur force révélatrice d'acteurs anonymes ou publics qui dès lors prennent leurs marques et acquièrent leur légitimité sociale.

1980-1990 : le cycle des Plans d'ajustement structurel

Les principales politiques économiques mises en œuvre au Sénégal depuis 1980 l'ont été dans le cadre de programmes élaborés avec les partenaires de développement, notamment le FMI et la Banque mondiale⁸. L'intervention accrue des organismes de Breton Woods n'est pas sans conséquence pour l'économie sénégalaise. En effet, elle a laissé place à un endettement sans précédent du Sénégal. La conséquence est son obligation à adopter un recadrage macro-économique. C'est à partir de ce moment que le régime socialiste se libéralise pour devenir « socialiste libéral », et servir de véritable laboratoire pour le FMI et la BM, devenant le terrain d'expérimentation de pratiques et mesures ultra libérales en Afrique au Sud du Sahara : le désengagement de l'État, la privatisation des secteurs publics et parapublics et la libéralisation de l'économie nationale⁹. Ainsi, de faibles progrès sociaux sont notés de même que l'essoufflement de l'État et la destruction des structures familiales.

Cette période est aussi marquée par la crise Casamançaise de 1982, ou un retour accru des interventions d'urgence pour porter assistance aux personnes déplacées fuyant les zones de conflit et des mines antipersonnel. C'est dans ce sens que différents organismes sont intervenus pour soulager les populations : PNUD, Handicap International, Kasoumaï 78, Casamasanté...

Le conflit sénégal-mauritanien a aussi vu la multiplication des interventions d'urgence notamment dans l'assistance aux réfugiés. Et sous une pression forte de la communauté internationale, les deux pays se mirent d'accord pour la mise en place d'un

8. Voir OXFAM, Analyse du contexte de la pauvreté au Sénégal, rapport provisoire de Juillet 2009, p. 24.

9 [<http://www.africanglobalnews.com>].

grand pont aérien afin d'éviter un bain de sang. Ce pont aérien mis en place par l'Algérie, l'Espagne, la France et le Maroc a permis de rapatrier 100 000 Mauritaniens et 85 000 Sénégalais¹⁰.

Le secteur associatif s'est aussi mobilisé pour l'humanisation des pandémies, notamment le VIH Sida. En effet, le développement d'épidémies et de la pandémie du VIH ont mobilisé le secteur associatif dont le rôle de régulation apporte une nouvelle forme de citoyenneté et d'influence des politiques publiques : limiter la stigmatisation, rendre disponible les antirétroviraux, instaurer un dialogue entre soignants et soignés¹¹...

Cependant, les intervenants s'aperçoivent des limites des interventions jugées moins efficaces et une réorientation de l'action humanitaire vers des stratégies de développement communautaire s'impose. C'est dans ce sens que d'importantes associations villageoises ont vu le jour et ont permis d'impulser le développement communautaire. Il s'agit :

- de l'entente Bamba Thialène créée en 1987¹² ;
- des foyers de Ronkh ;
- des foyers paysans en Casamance ;
- de la FAFD, Fédération des Associations du Fouta pour le

Développement...

Ces acteurs, en plus du Catholic Relief Service (CRS), de la Caritas et de l'Église luthérienne ont réorienté leurs interventions au profit du développement communautaire.

Le champ de l'humanitaire s'est dans ce sens élargi prenant en compte :

- la mise à disposition de vaccins, la distribution ou promotion de produits contraceptifs, la gratuité de soins ou médica-

10. Voir le rapport (Avril 1994) de Janet Fleischman, représentante de Human Rights Watch/Africa à Washington intitulé « Campagne de terreur en Mauritanie, campagne de répression des Noirs africains soutenue par l'État » [<http://www.hrw.org/legacy/french/reports/mauritania/mauritania.htm>].

11. Il faut signaler le rôle crucial joué par OXFAM/GB qui a développé une campagne de dénonciation des PAS, a initié des actions pour la survie des communautés paysannes et a lancé des programmes d'intervention d'urgence à l'échelle de plusieurs pays d'Afrique et des pays du Sud notamment dans la lutte contre le Sida.

12. Voir « Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques » publié par Jean-Pierre Jacob, Philippe Lavigne Delville, Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement, p. 104.

ments, l'évacuation sanitaire, la mise à disposition de matériels roulants pour handicapés ;

- la distribution de carcasses de mouton par des associations de gestion de la « Zakat » ;

- l'accueil de réfugiés ou populations déplacées, la solidarité avec les peuples en crise ;

- la prise en charge d'orphelins ou de femmes victimes de violence, etc.

En somme, la reconfiguration de l'humanitaire est concomitante de l'émergence de nouveaux besoins non couverts et d'acteurs qui se développent en parallèle ou avec des organisations classiques de l'humanitaire.

1990-2000 : affaiblissement des interventions d'urgence et recherche d'alternatives pour faire face à la pauvreté

Les années 1990/2000 sont marquées à nouveau par l'affaiblissement des interventions d'urgence et la recherche d'alternatives à la pauvreté. En effet, les études intergénérationnelles montrent que les pauvres chroniques sont davantage dans les milieux ruraux et chez les non-instruits. Ceci montre qu'on est en présence d'une pauvreté structurelle. À cela s'ajoute une précarisation des couches moyennes. Face à la pauvreté grandissante au Sénégal, accentuée par la dévaluation du franc Cfa de 1994, il s'est développé différentes formes de solidarité, de mutualité dans le domaine de la santé, de l'assurance sociale et de la micro-finance.

La fibre solidaire est revitalisée pendant cette période avec l'innovation sociale qui mobilise désormais l'humanitaire. En effet, les intervenants s'intéressent de plus en plus au secteur de l'économie sociale et solidaire qui concerne des domaines novateurs ou oubliés : les aliments traditionnels africains, l'énergie solaire ou éolienne, le ramassage ou le traitement des ordures, la consommation responsable, l'agriculture biologique, les emplois verts, la finance solidaire, le tourisme écologique, etc. Ainsi, l'entrepreneuriat collectif revendique sa place, de même qu'une vision humanitaire basée sur les principes de solidarité et d'entraide, à l'inverse du modèle économique néolibéral.